Anno 1871

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 89

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno	Sem.	Trim.
Per Firenze	*Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento*	L. 42		12
Roma e per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17

Firenze, Giovedì 30 Marzo

		Anno	Sem.	Trim.
Francia	*Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento*	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

I signori, ai quali scade l'associazione col giorno 31 marzo 1871 e che intendono rinnovarla, sono pregati a farlo sollecitamente, a scanso di ritardo od interruzione nella spedizione del giornale.

Raccomandasi di unire la *fascia* alle domande d'abbonamento ed alle lettere di reclamo.

Pei prezzi d'*associazione* veggasi in capo al giornale.

Qualsiasi *invio* o *reclamo* che risguardi l'*associazione* o la *spedizione* del giornale, i *vaglia postali*, le domande d'*inserzioni* od *annunzi* debbono essere indirizzati ESCLUSIVAMENTE alla

AMMINISTRAZIONE della GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA
(Via del Castellaccio, Firenze).

La *Gazzetta Ufficiale* si pubblica nelle ore pomeridiane.

PARTE UFFICIALE

Il N. 137 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena esecuzione alle annesse convenzioni *A* e *B* che, in conseguenza degli articoli 6, 7 e 22 del Trattato di Vienna del 3 ottobre 1866, sono state conchiuse in Firenze nel 6 gennaio 1871 tra il Regno d'Italia e la Monarchia austro-ungarica, non meno che al relativo protocollo della stessa data.

Art. 2. A tal effetto è anche autorizzata la iscrizione sul Gran Libro del debito pubblico del Regno della rendita annua consolidata, indicata nelle convenzioni di cui all'articolo precedente.

È parimente autorizzata la inscrizione nel bilancio attivo e passivo del Ministero delle finanze pel 1871 delle somme da riscuotersi e pagarsi in esecuzione delle convenzioni predette.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a S. Rossore addì 23 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

QUINTINO SELLA.
VISCONTI VENOSTA.

Convenzione A.

Dans le but de régler et de terminer définitivement toutes les questions financières pendantes entre le royaume d'Italie et la monarchie austro-hongroise, à la suite des articles 6 et 7 du traité de paix du 3 octobre 1866, ainsi que celle de l'emprunt contracté en 1836 par le Duc de Lucques et garanti par le Gouvernement autrichien, Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Leurs Excellences:

Noble M. Emile Visconti-Venosta, chevalier Grand'Croix, décoré du Grand Cordon des ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Son Ministre des affaires étrangères, etc;

Et M. Quintino Sella, chevalier Grand'Croix, décoré du Gran Cordon des ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Son Ministre des finances, etc.;

Et Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique,

Leurs Excellences:

M. Melchior Lònyay de Nagylonia et Vasaros Naméoy, Grand'Croix de l'ordre de Léopold, conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, son ministre des finances pour la monarchie austro-hongroise, etc.,

Et M. Louis baron de Kübeck, Grand'Croix de l'ordre de Léopold et de l'ordre des saints Maurice et Lazare, conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie, etc;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er L'état du *Monte Veneto* est reconnu tel qu'il résulte du protocole rédigé à Venise le 2 octobre 1866 et signé par le commissaire autrichien M. le baron de Spiegelfeld et par le commissaire italien M. le chevalier Louis Cacciamali.

Art. 2. Toutes les réclamations présentées par les deux Gouvernements son compensées, en voie de transaction, moyennant le paiement que le Gouvernement austro-hongrois s'engage à faire au Gouvernement italien, dans le terme de quatre semaines après la ratification de la présente convention, d'une somme de 4,749,000 florins, représentée par une obligation de la dette publique autrichienne convertie de la même valeur nominale, intérêt 5 pour cent, jouissance 1er novembre 1870, laquelle obligation sera inscrite au nom du Gouvernement italien.

Art. 3. Les intérêts échus jusqu'au 1er novembre 1870 de l'obligation nominale non convertie de 3,569,190 florins, inscrite au nom de la Caisse d'amortissement du *Monte Veneto*, et qui devra être annulée, restent au Gouvernement Impérial et Royal en bonification de la somme payée ou à payer jusqu'au 31 décembre 1870 pour les pensions qui, par l'article 17 du traité 3 octobre 1866, ont été mises à la charge de l'Italie.

Art. 4. Aussitôt après la ratification de la présente convention, le Gouvernement Impérial et Royal donnera les ordres nécessaires pour délivrer au commissaire italien les dépôts militaires et le dépôts administratifs et judiciaires, s'il en existe, exportés dans l'année 1866.

Seront observées pour les dépôts 1848 les règles établies par la résolution de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique du 13 juillet 1852.

Le Gouvernement austro-hongrois s'engage à remettre au Gouvernement italien tous les livres concernant le *Monte Veneto*, qui se trouvent auprès du département impérial et royal des comptes de la dette publique.

Art. 5. Le Gouvernement impérial et royal, en vertu de la transaction établie à l'article 2, déclare que le Gouvernement italien est libéré de toute obligation pour le remboursement des sommes payées ou à payer jusqu'au 31 décembre 1870 par le Gouvernement impérial et royal lui-même pour l'emprunt contracté par Son Altesse Royale Charles-Louis de Bourbon, duc de Lucques, en 1836, avec la maison M. A. Rothschild et fils de Francfort sur le Mein, et qui avait été inscrit sur le Grand Livre de la dette publique du duché de Parme.

Art. 6. Le Gouvernement italien, en vertu de la même transaction, s'engage à payer, depuis le 1er janvier 1871 jusqu'au 1er janvier 1892, c'est-à-dire jusqu'à sa complète extinction, les intérêts et l'amortissement de l'emprunt 1836, mentionné dans l'article précédent.

Pour le paiement de ces annuités le Gouvernement italien affectera une partie de l'obligation de la dette autrichienne convertie, dont il est question à l'article 2.

Sont réservés au Gouvernement italien les droits qui pourraient lui compéter dans la succession privée de feu le duc de Lucques et ceux qui proviennent de la substitution du Gouvernement même dans les garanties et les cautionnements appartenant aux maisons créancières en vertu du contrat d'emprunt.

Art. 7. Le Gouvernement royal d'Italie s'engage à remettre à qui de droit:

a) Les dépôts militaires, administratifs et judiciaires qui lui auront été remis par le Gouvernement impérial et royal;

b) Le fonds du clergé vénitien de 11,536 florins;

c) Le fonds territorial vénitien de 251,434 florins, 71 krenzers;

d) Le fonds de l'Université de Padoue de 4000 florins;

e) Le fonds de la commune de Cividale de 145 florins, 73 krenzers.

Art. 8. Les personnes jouissant de pensions ou autres allocations analogues, mises à la charge du Trésor italien par l'article 17 du traité de Vienne du 3 octobre 1866, et qui, à la date de la présente convention, seront légalement domiciliées sur le territoire de la monarchie austro-hongroise, ainsi que leurs veuves et leurs enfants, recevront, sur leur demande, des caisses impériales et royales les sommes à eux régulièrement dues, déduction faite des impôts de retenue, de richesse mobilière et tout autre droit établi par les lois italiennes, moyennant l'obligation de remplir les formalités correspondantes à celles en vigueur en Italie pour les paiements de ce genre effectués à l'intérieur du royaume.

Le Ministère impérial et royal des finances présentera à chaque semestre au Ministère des finances du royaume d'Italie le compte des sommes payées et les documents rélatifs pour en obtenir le remboursement sans aucun délai.

Le même traitement sera appliqué dans les mêmes conditions en Italie aux sujets de la monarchie austro-hongroise qui en feront la demande, et qui seront domiciliés sur le territoire du royaume d'Italie à la date de la présente convention.

Les règles administratives selon lesquelles les dits paiements devront être exécutés, ainsi que les notifications de décès ou de variations quelconques dans l'état des pensionnaires, pourront être l'objet de communications spéciales et directes entre les Ministères des finances des deux Etats.

Art. 9. Au fur et à mesure que l'administration impériale et royale aura terminé les comptes judiciaires des comptables pour leur gestion antérieure à 1866 dans le territoire cédé à l'Italie, elle en donnera connaissance à l'administration italienne, pour que celle-ci puisse se rembourser des sommes qui lui seraient dues et pour la libération des cautionnements relatifs.

Art. 10. Les correspondances administratives relatives à l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, comme à l'échange des titres de la dette publique, pourront avoir lieu directement, soit entre les Ministères des finances des deux Etats, soit, le cas échéant, entre les autorités centrales ou provinciales respectives.

Art. 11. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Florence dans six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

Faite à Florence le sixième jour du mois de janvier de l'an de grâce mille huit cent soixante et onze.

VISCONTI VENOSTA (*L. S.*) LÒNYAY (*L. S*)
QUINTINO SELLA. (*L. S*) KÜBECK (*L. S.*)

Visto, *il Ministro delle Finanze*
QUINTINO SELLA.

Convenzione B.

Dans le but de régler et terminer définitivement les questions pendantes à la suite de l'article 22 du Traité de paix du 3 octobre 1866, Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Leurs Excellences:

Noble M. Emile Visconti-Venosta, Grand'Croix des Ordres de saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son Ministre des Affaires Etrangères, etc.,

Et M. Quintino Sella, Grand' Croix des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son Ministre des Finances, etc.;

Et Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique,

Leurs Excellences,

M. Melchior Lònyay de Nagylonia et Vasaros Namény, Grand' Croix de l'Ordre de Léopold, son Conseiller intime actuel et son Ministre des Finances pour la *Monarchie Austro-Hongroise*, etc.,

Et M. Louis Baron de Kübeck, Grand' Croix de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre des saints Maurice et Lazare, son Conseiller intime actuel et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie, etc.,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Le crédit total des membres de la Famille Impériale et Royale relativement à la dette des *Luoghi del Monte Comune di Firenze* et comprenant le capital ainsi que les intérêts échus au 30 septembre 1870, est réciproquement reconnu comme s'élevant à la somme de lires italiennes 8,047,500.

Art. 2. En guise de paiement et acquittement complet de la dite somme, aussitôt après la ratification de la présente Convention par Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et par Sa Majesté le Roi d'Italie, le Gouvernement Italien remettra à la personne déléguée à cet effet et munie d'un mandat régulier de Sa Majesté l'Empereur et Roi François Joseph I, le nombre correspondant de titres au porteur du Consolidé trois pour cent sur la dette publique du Royaume d'Italie, d'une rente annuelle de lires italiennes 241,425, jouissance 1er octobre 1870.

Sa Majesté l'Empereur et Roi François-Joseph I, en sa qualité d'Auguste Chef de la Maison Impériale et Royale, assume également envers les membres de Sa Famille qui auraient des droits aux créances en question, toute la responsabilité qui dérive de la présente Convention et se porte garant de leur plein assentiment aux dites stipulations, en déclarant aussi en leur nom et dans leur intérêt que, lorsque le Gouvernement Italien aura remis, ainsi qu'il est dit plus haut, à la personne déléguée par Sa Majesté les titres sur la dette publique d'une rente annuelle de lires italiennes 241,425, les membres respectifs de la Famille Impériale et Royale tiendront pour entièrement satisfaite et définitivement acquittée toute créance qu'ils auraient eue envers l'Italie.

Art. 3. Le Gouvernement Royal Italien fera remettre aux héritiers de Son Altesse Impériale et Royale feu le Grand-Duc Léopold II de Toscane, par l'entremise des Plénipotentiaires Austro-Hongrois, en compensation de toutes les réclamations concernant les biens meubles, la somme de quatre millions de lires italiennes, représentée par des titres au porteur de la dette publique du Royaume d'Italie d'une rente annuelle de 200,000 lires, intérêt cinq pour cent, jouissance 1er janvier 1871.

Art. 4. Le Gouvernement Royal italien restituera aux héritiers de Son Altesse Impériale et Royale feu le Grand-Duc Léopold II de Toscane un livre de prière *in-quarto*, manuscrit avec miniatures, acquis par feu le Grand-Duc Ferdinand III de Toscane, ainsi que la correspondance et les notes manuscrites (*giornali*) de feu le Grand-Duc Léopold II, spécialement les pièces qui ont trait aux Maremmes, et qui sont en possession du Gouvernement italien.

Par contre, les héritiers de feu le Grand-Duc Léopold II feront consigner au Gouvernement Royal italien les dossiers concernant la réforme criminelle de 1786, ainsi que les actes officiels ayant trait au Code criminel toscan de 1853 et les actes originaux du Synode de Pistoie.

Art. 5. Le Gouvernement Royal fera rechercher et restituer à Son Altesse Royale Madame l'Archiduchesse Grand-Duchesse Marie-Antoinette les quelques objets d'art de sa propriété particulière dont la spécification a été remise aux Plénipotentiaires italiens.

Art. 6. Quant à l'*herbarium* et à la bibliothèque botanique qui se trouvent dans le Musée d'histoire naturelle à Florence et qui ont été légués par testament, en date 19 avril 1850, par le sieur Philipp Barker Webb à Son Altesse Impériale et Royale le Grand Duc Léopold II de Toscane et à ses héritiers et successeurs, les héritiers feront consigner la dotation en rente française, destinée à l'entretien et à l'augmentation de ces collections, au Gouvernement Italien, qui remplira les conditions du testateur.

Art. 7. Le Gouvernement Royal Italien s'engage à rendre exécutoire la Convention conclue à Florence, sous la date du 20 juin 1868, relativement à la restitution des biens meubles et immeubles de Son Altesse Royale Monseigneur l'Archiduc François V d'Autriche-Este.

Art. 8. En remboursement des sommes payées où à payer par Son Altesse Royale l'Archiduc François V d'Autriche-Este pour intérêts et amortissement de la dette contractée par Son Altesse Royale Charles-Louis de Bourbon, Duc de Lucques, en 1843, avec les maisons Arnstein et Eskeles, Rothschild et Sina, et inscrite sur le Grand Livre de la dette publique de Parme, jusqu'à sa complète extinction, le Gouvernement Italien s'engage à remettre à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique une obligation de la dette publique autrichienne convertie cinq pour cent, jouissance 1er novembre 1870, de la somme nominale de sixcentmille florins.

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique garantit le Gouvernement Italien envers Son Altesse Royale l'Archiduc François V d'Autriche-Este et envers les ayant droit dans le même emprunt.

Sont réservés au Gouvernement Italien les droits qui pourraient lui compéter dans la succession privée de Son Altesse Royale le Duc de Lucques et ceux qui proviennent de la substitution du Gouvernement même dans les garanties et les cautionnements appartenant aux maisons créancières en vertu du contrat d'emprunt.

Art. 9. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Florence dans six semaines ou plus tôt si faire se peut.

Faite à Florence le sixième jour du mois de janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante et onze.

VISCONTI VENOSTA (*L. S.*) LÒNYAY (*L. S.*)
QUINTINO SELLA (*L. S*) KÜBECK (*L. S.*)

Visto, *il Ministro delle Finanze*
QUINTINO SELLA.

Protocollo.

Dans le but de régler et terminer définitivement toutes les questions financières pendantes entre le royaume d'Italie et la monarchie austro-hongroise, à la suite des articles 6, 7 et 22 du traité de paix du 3 octobre 1866, les plénipotentiaires soussignés, après avoir conclu et signé les deux conventions portant la date d'aujourd'hui, sont convenus en outre de ce qui suit:

1° Les deux conventions susdites seront regardées comme un tout indivisible, ratifiées et mises en exécution à la même époque.

2° En dehors des biens meubles sur lesquels il est transigé par la somme aversionale fixée dans la convention signée aujourd'hui, Son Altesse Impériale et Royale Monseigneur le Grand-Duc Ferdinand, Archiduc d'Autriche, réclamait la restitution de la Madone de Raphaël, connue sous le nom de *Madonna del Granduca*, tableau que la famille granducale a toujours considéré comme étant de sa propriété privée, et auquel elle attache un prix d'affection tout particulier.

Les plénipotentiaires italiens ont soutenu, de leur côté, que le droit de propriété sur ce tableau appartient à l'Italie. Les plénipotentiaires austro-hongrois ont annoncé que Son Altesse impériale et royale les autorise à déclarer qu'elle est disposée à ne pas priver Florence, sa ville natale, d'un de ses plus beaux ornements. Sur cette déclaration, les plénipotentiaires italiens promettent de leur côté que le tableau en question gardera toujours dans la galerie Pitti, avec le nom de *Madonna del Granduca*, la place distinguée qu'il occupe.

3° Quant à la réclamation de Leurs Altesses impériales et royales, mesdames les archiduchesses Marie-Annonciade et Marie-Immaculée, pour la part qui leur revient sur la dot et sur la contredot de leur mère feue la reine Marie Thérèse de Naples, le Gouvernement royal italien a reconnu cette demande comme étant fondée en droit. Le Gouvernement italien toutefois, s'appuyant sur des documents d'après lesquels la dot et la contredot de Sa Majesté la reine Marie-Thérèse auraient été en 1860 transférées au Grand Livre de la dette napolitaine sur un autre nom, s'envisage comme libéré de toute obligation dérivant de la créance originaire. Le Gouvernement impérial et royal reconnaît la justesse de cet argument, mais se réserve à ce sujet des vérifications ultérieures.

4° Il est convenu que toutes le opérations relatives à la remise des titres dont il est question dans les deux conventions signées aujourd'hui à Florence, seront réciproquement exemptes de tout droit, déduction ou frais de toute espèce.

5° Les plénipotentiaires italiens réservent expressément à ces stipulations l'approbation du Parlement.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que les deux conventions.

Fait à Florence en double original, le sixième jour de janvier mil huit cent septante et un.

VISCONTI VENOSTA. (*L. S.*) LÒNYAY (*L. S*)
QUINTINO SELLA (*L S*) KÜBECK (*L. S.*)

Visto, *il Ministro delle Finanze*
QUINTINO SELLA.

Nella legge n. 131 pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 28 marzo corrente occorre la rettificazione seguente.

L'ultima linea dell'articolo 8, in luogo di « *al corso del consolidato il* 31 *marzo* 1870, » deve dire « *al corso del consolidato il* 31 *marzo* 1871. »

Il N. 139 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. Nel secondo semestre del 1871 si farà luogo, nel comune di Firenze, ad una revisione eccezionale delle rendite dei fabbricati, secondo le norme stabilite dalla legge dell'11 agosto 1870, n. 5784, Allegato *F*, per determinare nuovamente il reddito netto di tutti gli edifizi da servir di base ai ruoli del 1872.

Il ruolo del 1871 sarà fatto in base al reddito accertato in seguito alle denunzie del 1870.

Art. 2. Successivamente, fino a tutto l'anno 1874, si farà luogo a parziali revisioni ogni qualvolta il reddito lordo di un edifizio sia diminuito di un quarto.

Il ruolo del 1875 sarà fatto in base al reddito accertato nel 1874, salve le parziali revisioni ammesse dalla legge.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Firenze addì 26 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

QUINTINO SELLA.

In udienza del 26 marzo 1871 S. M. sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio ha nominato il signor comm. Giuseppe Colonna, senatore del Regno, direttore generale del Banco di Napoli, a componente della Commissione Reale per l'Esposizione internazionale delle industrie marittime.

Il Num. 138 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA.

Veduta la legge del 23 marzo 1871, n. 137, con cui venne autorizzato il Governo del Re a dare piena esecuzione alle Convenzioni *A* e *B*, che in conseguenza degli articoli 6, 7 e 22 del Trattato di Vienna del 3 ottobre 1866, sono state conchiuse in Firenze nel 6 gennaio 1871 tra il Regno d'Italia e la Monarchia Austro-Ungherese non meno che al relativo protocollo della stessa data;

Considerando che per l'art. 2 della legge stessa occorre provvedere alla iscrizione sul Gran Libro del debito pubblico della rendita annua consolidata, indicata nelle dette Convenzioni ed introdurre le variazioni allo stato di prima previsione del Ministero delle Finanze pel 1871 per le somme da riscuotere e da pagare in esecuzione delle Convenzioni medesime;

Sulla proposizione del Ministro delle Finanze;

Sentito il Consiglio dei Ministri,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. In esecuzione degli articoli 2 e 3 della Convenzione *B* approvata colla legge del 23 marzo 1871, n. 137, saranno inscritte sul Gran Libro del debito pubblico le seguenti partite:

a) La rendita 3 per cento di lire duecento quarantunmila quattrocento venticinque (Lire 241,425) con decorrenza dal 1° ottobre 1870;

b) La rendita 5 per cento di lire duecentomila (L. 200,000) con decorrenza dal 1° gennaio 1871.

Pel servizio delle rendite suddette sono fatte sulla Tesoreria centrale del Regno le annue assegnazioni di lire duecento quarantunmila quattrocento venticinque (L. 241,425) a cominciare dal 1° ottobre 1870, e di lire duecentomila (L. 200,000) a partire dal 1° gennaio 1871.

Art. 2. Per gli effetti delle assegnazioni ordinate coll'articolo precedente e della esecuzione degli articoli 2, 6 e 7 della Convenzione *A* e degli articoli 6, 7 e 8 della Convenzione *B*, entrambe approvate colla legge del 23 marzo 1871, n. 137, sono eseguite le modificazioni alla parte attiva e a quella passiva dello stato di prima previsione del Ministero delle Finanze pel 1871, contenute nel prospetto annesso al presente e visto d'ordine Nostro dal Ministro delle Finanze.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Rossore addì 23 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

QUINTINO SELLA.

PROSPETTO *delle modificazioni derivanti allo stato di prima previsione del Ministero delle finanze per l'anno* 1871, *in seguito alla legge del* 23 *marzo* 1871, *n.* 137, *che approvò le convenzioni* **A** *e* **B**, *coll'annessovi protocollo verbale, stipulate a Firenze nel* 6 *gennaio* 1871 *fra l'Italia e la Monarchia austro-ungherese.*

ENTRATA

Capitoli		Somme da aggiungere		Avvertenze
N°	Denominazione	parziali	totali	
38	Interessi di titoli di Debito pubblico, di azioni industriali e di credito..........	»	365,000 »	Per l'articolo 2° della convenzione *A* il Governo austro-ungherese consegnerà all'italiano una obbligazione del Debito pubblico austriaco convertito del valore nominale di fiorini V. A. . . . . 4,749,000 » e cogli interessi nella ragione del 5 0|0, decorribili dal 1° novembre 1870. Siccome però in esecuzione dell'articolo 8 della Convenzione *B* il Governo italiano consegnerà al rappresentante di S. M. I. e R. A. una parte di detta obbligazione, cioè: . . . . 600,000 » in saldo delle somme pagate e rimaste a pagare da S. A. R. l'arciduca Francesco V d'Austria-Este sul prestito del duca di Lucca del 1843, così rimarrà di detta obbligazione a favore del Tesoro italiano la somma netta di fiorini . . . . 4,149,000 » E su questa gl'interessi annui del 5 0|0 ascenderanno a fiorini . 207,450 » Che depurati dalla ritenuta della imposta del 16 0|0 stabilita dalla legge austriaca del 20 giugno 1868 di . . . . 33,192 » rimarranno in fiorini . . . . . 174,258 » i quali si calcolano approssimativamente dover corrispondere a italiane lire 365,000, essendo variabile il disaggio delle note di banca austriache in confronto dei biglietti di banca italiani.
40	Rendite di enti speciali amministrati dal Demanio dello Stato....................	»	4,227 »	In virtù dell'art. 6 della convenzione *B* gli eredi del fu granduca Leopoldo II di Toscana faranno consegnare al Governo italiano una rendita sul Debito pubblico francese di annue lire 4,227, che per disposizione testamentaria del 19 aprile 1850 del signor Filippo Barker Webb devono essere impiegate nella manutenzione e nell'aumento dell'erbario e della biblioteca botanica annessi al Museo di storia naturale a Firenze. Di tale somma dunque si aumenta il capitolo 40, salvo a provvedere nei modi di regola per la uscita corrispondente.
	Totale degli aumenti dell'entrata...........	»	369,227 »	

SPESA

Capitoli		Somme da aggiungere		Avvertenze
N°	Denominazione	parziali	totali	
1	Rendita consolidato 5 0|0	»	200,000 »	In forza dell'art. 3 della convenzione *B*, il Governo italiano dovendo consegnare a quello *austro-ungherese, per conto degli eredi del fu* granduca Leopoldo II di Toscana, in compenso di beni mobili reclamati, la somma di 4 milioni nominali di lire, rappresentate da titoli al portatore del consolidato italiano 5 0|0 col godimento degl'interessi dal 1° gennaio 1871, si effettua l'aggiunta al capitolo 1° della rendita annua di lire 200 mila.
2	Rendita consolidato 3 0|0	»	241,425 »	L'aggiunta al capitolo del consolidato 3 0|0 delle lire 241,425 deriva dall'obbligo venuto al Governo italiano dall'art. 2 della convenzione *B* di pagare al rappresentante di S. M. I. R. A. in saldo del credito della famiglia imperiale per capitale ed interessi dei così detti Luoghi di Monte Comune di Firenze, riconosciuto reciprocamente in italiane lire 8,047,500, per le quali fu convenuto doversi dare tanti titoli al portatore del consolidato *italiano 3 0|0, che dà* per conseguenza l'aggiunta di un'annua passività al capitolo 2 di lire 241,425 con decorrenza dal 1° ottobre 1871.
30 *bis*	Prestito contratto nel 1836 dall'ex-duca di Lucca Carlo Lodovico di Borbone colla casa M. A. Rothschild e figli di Francoforte sul Meno, fino dal 1° gennaio 1871 a carico del Regno d'Italia (art. 6 della convenzione *A*) approvata con legge del 23 marzo 1871, n. 137.........	»	98,687 »	Per effetto dell'art. 6 della convenzione *A*, il Governo italiano si è assunto l'obbligo di pagare dal 1° gennaio 1871 le somme relative agli interessi e alla quota di ammortamento del debito contratto nel 1836 dall'ex-duca di Lucca S. A. R. Carlo Lodovico di Borbone colla casa M. A. Rothschild e figli di Francoforte sul Meno. Dovendosi codesta passività soddisfare col mezzo dei banchieri assuntori del prestito, non occorre la iscrizione di esso fra i debiti inclusi nel Gran Libro del Regno d'Italia, e basta inscrivere l'annualità corrispondente fino al 1890, in cui il debito stesso rimarrà estinto. In media l'annualità suddetta si presagisce nella somma di lire 98,687, le quali si portano in aumento del bilancio all'apposito capitolo 30 *bis*.
75 *bis*	Spesa derivante dalla esecuzione dell'art. 7 della convenzione *B*, stipulata fra l'Italia e la Monarchia austro-ungherese, per la parte che concerne la restituzione di somme pagate da S. A. R. Francesco V d'Austria-Este, e il pagamento di pensioni al personale dell'ex-casa ducale di Modena..............	»	200,000 »	Non si può ancora determinare in somma precisa l'ammontare annuo della passività derivante dall'art. 7 della convenzione *B*. Intanto però dovendosi pagare circa lire 30,000 per la restituzione di somme pagate da S. A. R. Francesco V ai cambi militari estensi, e le pensioni arretrate al personale della già casa ducale di Modena, si presagisce in 200 mila lire la spesa dell'anno 1871.
190 *bis*	Restituzione di fondi speciali a corpi morali delle provincie della Venezia e di Mantova, a termini dell'art. 7, lettere *b*, *c*, *d*, *e* della convenzione *A*, approvata colla legge del 23 marzo 1871, n. 137..	»	659,545 22	Per l'art. 7 della convenzione *A* il Governo italiano si è obbligato a restituire i depositi e i fondi speciali che erano stati asportati dall'Austria. Per i depositi non occorre alcun stanziamento in bilancio, imperocchè il Governo austro-ungherese, per l'art. 4 della stessa convenzione, si è obbligato di farne la materiale consegna. Riguardo ai fondi speciali, essendo l'ammontare di essi compreso nella transazione stabilita coll'art. 2 della convenzione medesima, conviene inscriverne l'importare sul bilancio allo scopo di eseguire i pagamenti relativi, cioè: 1° Al fondo del clero veneto fior. 11,536 » 2° Al fondo territoriale veneto » 251,434 71 3° All'Università di Padova . » 4,000 » 4° Al comune di Cividale . . » 145 73 In tutto fiorini 267,116 44 che al ragguaglio di lire it. 2 46913 per ogni fiorino, danno la somma di lire 659,545 22.
	Totalità degli aumenti sulla spesa...........L.	....	1,399,657 22	

Visto d'ordine di S. M.
Il Ministro delle Finanze: QUINTINO SELLA.

Il Num. 143 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. Il termine stabilito nell'art. 1 del Regio decreto 13 novembre 1870, n. 6045, è prorogato fino al 30 giugno 1871.

La dichiarazione prescritta dal detto articolo e dalla legge 30 giugno 1867, n. 3767, è necessaria nel caso in cui coloro che hanno diritti precedentemente acquisiti nelle provincie delle quali è fatta menzione nella legge e nel decreto suddetti vogliano giovarsi dei benefizi preveduti dall'art. 40 della legge 25 giugno 1865, numero 2337.

Non occorre la dichiarazione prescritta da quest'ultima legge citata per conservare nel territorio di ciascuna di esse provincie i diritti precedentemente acquisiti, nella importanza e durata che avevano secondo le leggi locali preesistenti.

Non occorre neppure nuova dichiarazione per estendere alle provincie medesime i diritti di autore acquistati nel Regno d'Italia in virtù della legge 25 giugno 1865, salva l'efficacia delle convenzioni e dei giudicati che abbiano potuto aver luogo finora per effetto di una diversa intelligenza della legge.

Art. 2. La presente legge entrerà in vigore col primo aprile 1871.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Firenze addì 30 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

CASTAGNOLA.
GIOVANNI DE FALCO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO

La proposta fatta dal signor Arnaud (dell'Ariége) all'Assemblea, in nome suo proprio e dei di lui colleghi, sindaci di Parigi, per ottenere talune concessioni e deliberazioni reputate favorevoli alla conciliazione non potè aver seguito.

Il signor Thiers sostenne che il discuterla sarebbe stato immensamente pericoloso e fece istanze vivissime perchè i sindaci si inducessero a ritirarla come in effetto la ritirarono.

Divenuta così o giudicata impossibile la conciliazione, i sindaci tornarono a Parigi, ove, senza fare atto di adesione al Comitato, si accordarono però nella di lui opinione che il meglio che rimanesse da fare fosse d'invitare i cittadini a concorrere alle elezioni comunali, nel qual modo di procedere ebbero compagni anche taluni membri della deputazione parigina.

Come il telegrafo ci ha già annunziato le elezioni ebbero luogo domenica. E sebbene tutti i giornali moderati di Parigi abbiano insistito nel loro contegno di opposizione e sebbene si constatasse che neppure due quinti degli elettori si recarono alle urne, ciò non tolse che il comune venisse proclamato ed anche costituito « con gran solennità » come dice un telegramma odierno.

Nell'ordine dei fatti e degli episodii d'ogni genere che ci sono narrati dai giornali e dalle corrispondenze più recenti di Francia, questo delle elezioni che ebbero luogo a Parigi è l'essenziale. Al momento della partenza dell'ultimo corriere da Parigi il risultato delle elezioni non era ancora noto e non si avevano ancora notizie di risoluzioni conchiudenti che fossero state adottate o che fossero prossime ad adottarsi a Versailles per ripristinare l'ordine legale.

I particolari estesissimi che si leggono nei giornali intorno ai disordini sanguinosi che hanno funestata la città di Saint-Etienne si risolvono in una parafrasi disgustosa degli annunzi che ci ha recati il telegrafo.

È noto che il gabinetto neerlandese aveva preso l'iniziativa di far consacrare nel futuro trattato di pace il principio del rispetto della proprietà privata sul mare in tempo di guerra. Ora il governo austriaco ha intavolato una pratica diretta a questo medesimo fine presso il cancelliere dell'Impero germanico, insistendo presso di lui affinchè venga data una sanzione legale a questo principio.

Nel suo dispaccio, il conte Beust ricorda l'adesione data in varii tempi a questa dottrina dagli Stati Uniti, dalla Russia, dall'Italia, dall'Austria e dalla Prussia, e soggiunge che, a suo avviso, qualora quest'ultima potenza inducesse la Francia ad acconsentirvi, la Gran Bretagna vi aderirebbe eziandio. Il cancelliere austro-ungarico propose inoltre (come pure aveva fatto il gabinetto dell'Aja) di far determinare, mediante un accordo internazionale, la natura del contrabbando di guerra; e di più, sollevò la questione di sapere se non sarebbe opportuno lo stipulare che per lo avvenire solo i porti militari venissero sottoposti al blocco. Il conte Beust conchiude il suo dispaccio con dire che presentemente alla Prussia più che a verun'altra potenza spetta di prendere sotto il suo patrocinio questo nuovo progresso del diritto delle genti.

Il barone Gerolt, inviato della Confederazione germanica presso il Governo degli Stati Uniti d'America, ha presentato, nel giorno 20 marzo, al presidente Grant una lettera dell'imperatore Guglielmo, con cui annunziava l'assunzione del titolo imperiale. In questa occasione, il presidente disse: « La comunicazione che mi fate riguarda un oggetto di alta importanza storica. Gli Stati di questa Unione, che tra loro stanno a un dipresso in quei rapporti che corrono tra la Prussia e gli altri Stati della Germania, sostennero or non ha guari tali sacrifizi e fecero tali sforzi per conservare l'integrità dell'Unione, che essi non possono ricusare le loro simpatie agli sforzi che si sono fatti altrove per un fine uguale. Il nuovo titolo che fu assunto dal vostro sovrano hassi a riguardare come il simbolo e l'adempimento di quest'alto scopo per parte della Germania. Il desiderio che esprimete in nome dell'imperatore della Germania unificata di mantenere corrispondenza amichevole col governo e col popolo degli Stati Uniti viene cordialmente ricambiato. »

ASSEMBLEA NAZIONALE FRANCESE.

Nella sua seduta notturna del 24 l'Assemblea doveva discutere la proposta dei sindaci di Parigi, presentata la mattina dal signor Arnaud (dell'Ariége).

La seduta era indetta per le 9. La Commissione arrivò alle 11. Il suo presidente sale la tribuna e rende conto del suo colloquio con Thiers. La conclusione di quel colloquio e del presidente della Commissione fu che gli autori della proposta sono instantemente pregati di ritirarla, a motivo dei grandissimi pericoli che la discussione di essa farebbe correre in questo momento. (*Profonda sensazione*). I sindaci deputati si presentano alla tribuna senza riuscir a sedare il tumulto. Thiers, venuta la sua volta, vi monta e ripete ciò che ha detto alla Commissione. Senza andar tant'oltre da porre la quistione di gabinetto, scongiura gli autori della proposta di ritirarla, e, ad ogni modo, l'Assemblea di non discuterla. Ogni parola inconsiderata, potrebbe, dice egli, esser causa delle massime disgrazie e far scorrere torrenti di sangue.

I sindaci chiesero un po' di tempo per concertarsi tra di loro. Il presidente dichiarò, che non avendo la Commissione presentata la sua relazione, non c'era nulla da discutere pel momento, e rinviò la discussione alla seduta susseguente.

La seduta diurna del 25 fu spesa nell'esame del progetto di legge relativo ai magistrati inamovibili revocati dalla delegazione di Bordeaux. Il progetto fu adottato e i decreti emanati dalla Delegazione per pronunziare la decadenza di quindici magistrati inamovibili vennero cassati.

Sul chiudersi della seduta il signor Luigi Blanc propose si dichiarasse: avere i sindaci ed aggiunti di Parigi operato da buoni cittadini invitando i Parigini a concorrere alle elezioni per la costituzione del Comune, dacchè la proposta di conciliazione e di concessioni da essi fatta per mezzo del signor Arnaud non aveva avuto effetto ed era stata dallo stesso signor Arnaud ritirata. La mozione del signor Blanc venne rinviata alla Commissione d'iniziativa.

Nella tornata del 26 l'Assemblea proclamò essere un duolo pubblico le morti dei generali Lecomte e Thomas e statuì che la famiglia del generale Lecomte s'intende adottata dalla nazione.

Il ministro delle finanze disse che la Commissione pel progetto relativo alla quistione dei fitti in Parigi stava attendendo alacremente al suo lavoro.

I tentativi di conciliazione avvenuti il 23 e 24 tra alcuni membri del Comitato centrale e una parte dei sindaci di Parigi in concorso con taluni membri della Deputazione parigina non avendo approdato, o, se non altro, non avendo il Comitato creduto di accomodarsi alle proposte che gli erano state fatte, tornò in campo il proposito di convocare immediatamente gli elettori per la nomina dei membri del Comune.

Fu la notte del 24 che il Comitato fissò per la successiva domenica (26) le elezioni comunali dopo che i *maires*, gli assessori ed i pochi deputati dell'estrema sinistra che avevano partecipato alle trattative ebbero dichiarato di rassegnarsi anch'essi e di reputare oggimai inevitabile e come l'unico mezzo di venire a capo della situazione questa grave misura.

La mattina del 25 pertanto Parigi si trovò tappezzata di manifesti d'ogni specie coi quali i cittadini venivano invitati a recarsi alle urne.

I deputati che hanno aderito alla deliberazione del Comitato hanno pubblicato il proclama seguente:

Repubblica francese
Libertà, uguaglianza, fraternità.

Cittadini!

In Parigi, ove il potere legislativo si è rifiutato di sedere, e dove il potere esecutivo non funziona, fa d'uopo di sapere se il conflitto nato fra cittadini ugualmente devoti alla Repubblica debba essere sedato dalla forza morale o dalla forza materiale.

Noi abbiamo la coscienza di avere fatto quanto era in poter nostro per ordinare che la legge fosse applicata nella crisi eccezionale in cui ci troviamo.

Abbiamo proposto alla Assemblea nazionale tutti quei mezzi di conciliazione atti a calmare gli spiriti ed evitare la guerra civile.

I sindaci che avete eletti sono andati a Versailles e fecero eco ai legittimi reclami di quelli che non intendono che Parigi sia decaduta dal suo titolo di capitale nè priva dei diritti municipali spettanti ad ogni città e ad ogni comune della Repubblica.

Nè i vostri *maires* eletti, nè i vostri rappresentanti all'Assemblea nazionale non hanno potuto ottenere una conciliazione.

Oggi posti fra la guerra civile per i vostri concittadini ed una grave responsabilità per noi medesimi, disposti a tutto piuttostochè a lasciar versare una goccia di quel sangue parigino, che testè voi offrivate tutto intiero per la difesa e l'onore della Francia, noi vi diciamo: terminiamo il conflitto col voto, non colle armi.

Votiamo, perchè votando noi investiremo del potere municipale repubblicani onesti ed energici, che mantenendo l'ordine risparmieranno alla Francia il pericolo terribile del ritorno offensivo della Prussia, ed i tentativi temerarii delle pretese dinastiche.

Noi abbiamo detto ieri all'Assemblea nazionale, che noi prenderemo sotto la nostra responsabilità tutte le misure, che potrebbero evitare l'effusione del sangue.

Noi abbiamo fatto il nostro dovere dicendovi il nostro pensiero.

Viva la Francia! Viva la Repubblica!

(*Seguono le firme*)

Il Comitato centrale da parte sua ha emanato un proclama col quale annunzia che la sua missione è terminata; che esso era pronto a cedere il posto ai mandatarii regolari della città e che la salvezza della Repubblica doveva considerarsi assicurata. Il Comitato espone poi certe norme di condotta e taluni criterii che gli elettori avrebbero fatto bene a seguire nella scelta nei loro candidati.

Un terzo proclama fu dato in luce d'accordo fra alcuni deputati di Parigi, i *maires* e gli aggiunti. Esso è concepito così:

I deputati di Parigi, i *maires* ed aggiunti eletti reintegrati nelle *mairies* dei loro circondari, ed i membri del Comitato centrale federale della guardia nazionale convinti che per evitare la guerra civile, l'effusione del sangue a Parigi, e per consolidare la Repubblica, bisogna procedere alle elezioni immediate, convocano gli elettori domani (domenica) nei loro collegi elettorali.

Gli abitanti di Parigi comprenderanno che nelle circostanze attuali essi devono tutti prender parte al voto, perchè questo voto abbia il carattere serio, che può assicurare la pace nella città.

I rappresentanti della Senna presenti a Parigi:
E. Lockroy — C. Floquet —
G. Clémenceau — Tolain
— Greppo.

(*Seguono le firme dei* maires *e degli aggiunti*).

Quanto alla stampa moderata di Parigi essa continua nel suo sistema di ostilità contro il Comitato. Taluni dei di lei organi principali recano in testa al loro numero del 26 nuove proteste contro le elezioni bandite dal Comitato e dichiarano che l'adesione di alcuni deputati, sindaci ed aggiunti alla di lui deliberazione non varrà a mutare di un punto la loro condotta ossequente al Governo ed alla Assemblea di Versaglia.

In data di domenica il *Journal des Débats* constata che una quantità d'altri avvisi, proclami e manifesti erano stati pubblicati, sicchè a prima vista poteva sembrare che l'unanimità dei deputati, dei sindaci e degli aggiunti dei circondari di Parigi consigliasse i cittadini a recarsi a votare.

Ma poi, quando vi si metta un po' d'attenzione, continua il *Journal des Débats*, è facile avvedersi che questa unanimità è ben lungi dall'esistere.

Noi infatti non sappiamo se i membri del Comitato sieno tutti dello stesso avviso, poichè è ben difficile rammentarsi precisamente quanti essi siano e come si chiamino. Il 10 marzo eglino non erano che venti, poi, tutto ad un tratto, sono diventati quaranta come all'Accademia; oggi sono privi, per lo meno, del signor Lullier, che essi hanno fatto arrestare, tre o quattro giorni fa, nè possiamo verificare se fra tutti i loro nomi, a noi perfettamente sconosciuti, siavene sdrucciolato qualche altro nuovo, o se qualcuno che figurava l'altro giorno sulla loro lista siasi adesso ecclissato. Ma ciò che possiamo più facilmente verificare si è che su venti *maires* di Parigi, non ve ne sono che sette che aderirono al manifesto pubblicato questa mattina, e che su sessanta aggiunti non se ne trovano che 31. Alcuni dei *maires* e degli aggiunti sono assenti e non poterono essere chiamati a prendere un partito.

Altri, come Dubail, Arnaud, Hortus, Bellaigue ecc. hanno protestato pubblicamente contro questa convocazione di elettori, nella quale essi persistono a vedere un attentato grave portato ai diritti dell'Assemblea, e per conseguenza allo spirito delle istituzioni repubblicane ed alla sovranità del popolo.

Infine su 43 deputati nominati a Parigi l'8 febbraio, non ve ne ha che 10 — vale a dire meno di un quarto — che consentano ad unirsi ad Assy, ai suoi camerata, e ad una parte della municipalità eletta.

Si vede dunque che gli uomini che hanno consentito ad attaccarsi al carro del trionfo del Comitato dell'Hôtel-de-Ville sono infinitamente meno numerosi di quello che ci si vorrebbe far credere.

Malgrado la dabbenaggine del pubblico, questo fatto ha vivamente colpito un gran numero di elettori, che non potevano d'altronde obliare come dovesse considerarsi illegale uno scrutinio aperto senza l'ordine del potere esecutivo e dei rappresentanti del paese. Non sarebbe quindi a meravigliarsi se in una gran parte dei circondari di Parigi, soprattutto in quelli in cui un controllo serio è possibile, il numero dei votanti si trovasse essere dei più meschini.

Il viceammiraglio Saisset con un suo manifesto annunziò d'essere entrato nelle sue funzioni di comandante in capo delle guardie nazionali della Senna, e ciò d'accordo coi sindaci di Parigi. Egli espresse la speranza di giungere alla conciliazione di tutti i partiti sul terreno della Repubblica.

Camera dei Deputati.

Nella tornata di ieri venne data lettura di una proposizione di legge presentata dal deputato Minghetti e da altri per estendere le facoltà accordate al Governo dal paragrafo 2° dell'articolo 75 della legge comunale e provinciale; fu approvato senza discussione un disegno di legge relativo ai diritti d'autore delle opere dell'ingegno nella provincia di Roma; si procedette all'elezione di un segretario della Camera, che era mancante; e si continuò la discussione degli articoli dello schema sulla esazione delle imposte dirette. Di alcuni di essi trattarono i deputati Landuzzi, Bersani, Della Rocca, Merizzi, Rattazzi, Billia Paolo, Tubi, Santamaria, Cancellieri, il Ministro delle Finanze e il relatore Villa-Pernice. Furono approvati altri ventiquattro articoli.

Nella stessa tornata il Ministro reggente il dicastero dei Lavori Pubblici rispose ad una interrogazione che gli venne diretta dal deputato Lovito intorno al ritardo de' lavori della strada nazionale dell'Agri, nel tratto specialmente da Montesano alla Cossuta.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Stocolma, 29.

Lo stato della regina è peggiorato e non lascia quasi alcuna speranza.

Lo stato di salute del re continua a migliorare.

Il principe reale di Danimarca è arrivato colla moglie.

Pietroburgo, 29.

Il patriarca di Costantinopoli indirizzò al Sinodo russo un reclamo contro la Porta, lamentandosi che questa ponga ostacoli alla convocazione del Concilio. Il patriarca domanda se egli si è condotto bene contro il governo ottomano e contro i perturbatori dell'ordine ecclesiastico nella Bulgaria.

Il *Monitore* pubblicherà domani la risposta del Sinodo.

Bruxelles, 28.

Si ha da Parigi, in data del 28 mattina:

Il *Journal Officiel* pubblica la votazione di domenica, senza indicare la cifra dei votanti.

Il giornale *Le Soir* dice che vi furono 180,000 votanti, cioè la metà dei votanti nel plebiscito di novembre.

Bruxelles, 29.

Si ha da Parigi, in data del 28, mezzodì:

La città continua ad essere tranquilla.

Le guardie nazionali del Comitato stanno sulla difensiva.

Il Sottocomitato centrale, che rimpiazza il Comitato centrale, decretò la formazione di 25 battaglioni di marcia.

Il *Cri du peuple* dice che la votazione di domenica proclamò la decadenza dell'Assemblea di Versailles. Questo giornale non vuole che si nomini un generale in capo della guardia nazionale.

Bruxelles, 29.

Si ha da Parigi, in data del 28, ore 6 pom.:

La Comune fu proclamata solennemente alle ore 4 sulla piazza dell'Hôtel-de-Ville, fra le salve della artiglieria.

Parecchi sindaci hanno date le loro dimissioni.

Alcuni consiglieri municipali eletti ricusarono il mandato.

La Banca di Francia fece al Comitato un nuovo pagamento di 500,000 franchi.

Ieri alcuni soldati spediti da Versailles ruppero il ponte di barche a Sèvres.

Alla Borsa, gli affari furono nulli. Rendita francese 50 40. Prestito 51 85. Lione 795. Austriache 812.

Stocolma, 29.

Lo stato di salute della regina è oggi un po' migliorato.

Cristiania, 29.

Il Comitato della Costituzione propose a pieni voti, meno uno, di respingere il progetto di legge relativo all'unione della Norvegia colla Svezia.

Londra, 29.

La regina, accompagnata dal principe di Galles, aperse in presenza di molti distinti personaggi il Palazzo reale delle Arti e Scienze.

Bordeaux, 29.

Si ha da Parigi, in data del 28:

L'installazione dei nuovi delegati della Comune si fece con grande pompa all'Hôtel-de-Ville.

Si annunzia che le sedute dei membri della Comune non saranno pubbliche e che non si pubblicherà alcun resoconto, ma che si terrà soltanto un processo verbale quotidiano.

Il colonnello Schoelcher diede la sua dimissione da comandante dell'artiglieria della Guardia nazionale.

I giornali moderati diretti a Versailles sono sequestrati.

Il duca d'Aumale non trovasi a Versailles, ma nel mezzodì della Francia.

Annunziasi che le barricate dell'Hôtel-de-Ville furono tolte.

Le elezioni degli ufficiali della Guardia nazionale avranno luogo giovedì.

Bruxelles, 29.

Si ha da Parigi, in data del 29, mattina:

Leggesi nel *Journal Officiel*: Il Comitato della Comune di Parigi, nella seduta di ieri, dichiarò che la Guardia nazionale e il Comitato hanno bene meritato della patria e della Repubblica. I membri della Comune sono Convocati per quest'oggi, 8 germinale, alle ore 1.

Il *Journal des Débats* dice che a quella seduta erano presenti 50 consiglieri, sotto la presidenza di Berlach. Non avendo potuto stabilirsi alcun accordo sulle questioni importanti poste all'ordine del giorno, il Consiglio si separò a mezzanotte e mezzo dopo 3 ore e mezzo di discussione.

	Londra, 27	28
Consolidato inglese	92 9/16	92 9/16
Rendita italiana	53 1/2	53 5/8
Lombarde	14 11/16	14 13/16
Turco	43 3/8	43 1/4
Cambio su Berlino	— —	— —
Spagnuolo	30 1/2	30 7/16
Tabacchi	89 —	89 —
	Vienna, 28	**29**
Mobiliare	265 50	266 20
Lombarde	180 30	180 —
Austriache	402 —	401 —
Banca Nazionale	726 —	726 —
Napoleoni d'oro	9 96	9 96
Cambio su Londra	125 —	124 80
Rendita austriaca	68 —	68 —
	Berlino, 28	**29**
Austriache	217 —	216 1/2
Lombarde	97 3/8	97 1/4
Mobiliare	143 3/4	143 3/4
Rendita italiana	53 1/2	53 1/2
Tabacchi	88 7/8	88 7/8

Aix, 29.

Si ha da Marsiglia, in data d'oggi:

La convocazione dei delegati della Guardia nazionale non si è effettuata.

Ducoin, colonnello della Guardia nazionale, diede le sue dimissioni.

Dicesi che Crémieux, presidente della Commissione, sia stato arrestato e che gli altri siano fuggiti.

La città è tranquilla.

La bandiera rossa fu rimpiazzata dalla nera.

Chiusura della Borsa:

Rendita francese 52 90; Italiano 54 35; Nazionale 486 25; Romane 143; Lombarde 320.

Bruxelles, 29.

Oggi la Conferenza non ha tenuto seduta.

Il giorno della seconda seduta non fu fissato.

Dicesi che gli avvenimenti di Parigi la faranno ritardare.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

In conformità della deliberazione presa dal Consiglio Superiore della pubblica istruzione nella sua adunanza del dì 4 febbraio 1871, e a norma degli articoli 58 e seguenti della legge 13 novembre 1859 sulla pubblica istruzione, è aperto il concorso per la nomina del professore titolare alla cattedra di procedura civile e ordinamento giudiziario vacante nella R. Università di Torino.

Il concorso avrà luogo presso l'Università predetta.

Gli aspiranti dovranno presentare le domande di ammissione al concorso ed i loro titoli al Ministero della Pubblica Istruzione entro tutto il giorno 30 aprile 1871, dichiarando nelle domande istesse se intendono di concorrere per titoli, o per esame, ovvero per le due forme ad un tempo.

Firenze, 18 febbraio 1871.

Il Segretario Generale
G. CANTONI.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA.

In conformità della deliberazione presa dal Consiglio superiore di pubblica istruzione nella sua adunanza del dì 4 febbraio 1871, e a norma degli articoli 58 e seguenti della legge 13 novembre 1859 sulla pubblica istruzione, è aperto il concorso per la nomina del professore titolare della cattedra di diritto commerciale vacante nella R. Università di Torino.

Il concorso avrà luogo presso l'Università predetta.

Gli aspiranti dovranno presentare le domande di ammissione al concorso ed i loro titoli al Ministero della Pubblica Istruzione entro tutto il giorno 30 aprile 1871, dichiarando nelle domande istesse se intendono di concorrere per titoli ovvero per esame, ovvero per le due forme ad un tempo.

Firenze 18 febbraio 1871.

Il Segretario Generale
G. CANTONI.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 29 marzo 1871.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 749, 0	mm 748, 0	mm 748, 0
Termometro centigrado	4, 0	6, 0	4, 0
Umidità relativa	85, 0	50, 0	55, 0
Stato del cielo	pioggia	nuvole	sereno e nuvoli
Vento { direzione	NE	NE	NE
Vento { forza	forte	fortiss.	quasi for.

Temperatura massima . . . . + 6,5
Temperatura minima . . . . + 4,0
Minima nella notte del 30 marzo . . + 3,3
Pioggia nelle 24 ore . . . . mm. 11,8

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 29 marzo 1871, ore 1 pom.

Il mare è divenuto tempestoso a Livorno, grosso a Rimini e a Portoferraio; agitato a San Remo, a Venezia, a Brindisi, sulle coste della Sardegna e nei golfi di Gaeta e Napoli; sotto l'influenza di venti forti di nord-est che dominano nel settentrione e in parte del centro, e di quelli fra sud e ovest che soffiano con violenza in tutto il rimanente della Penisola, in Sardegna ed in Sicilia. Il cielo è minaccioso o piovoso nell'Italia superiore; nuvoloso nella inferiore: nevica ad Urbino. Le pressioni sono diminuite da 6 a 9 mm. tranne nelle stazioni più settentrionali ed in alcune dell'Adriatico, dove il barometro è sceso soltanto di 3 mm.

Nella notte decorsa pioggia e vento in tutte le stazioni fra Aosta ed Ancona; neve a Moncalieri ed Urbino.

Continua il tempo variabilissimo, con venti forti e mare burrascoso.

Spettacoli d'oggi.

TEATRO DELLA PERGOLA, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Verdi: *La Traviata* — Ballo: *La contessa d'Egmont.*

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia di L. Bellotti-Bon rappresenta: *La gratitudine — Lucrezia Borgia.*

TEATRO DELLE LOGGE, ore 8 — La drammatica Comp. di E. Meynadier rappresenta: *Brutus, lâche César!*

TEATRO ROSSINI, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da A. Monti rappresenta: *Suor Teresa.*

TEATRO PRINCIPE UMBERTO, ore 8 — Rappresentazione della Compagnia equestre diretta da Emilio Guillaumé.

FEA ENRICO, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 30 *marzo* 1871)

VALORI	Godimento	VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORRENTE L	FINE CORRENTE D	FINE PROSS. L	FINE PROSS. D	Nominale
Rendita italiana 5 0/0	1 genn. 1871	»	— —	— —	57 32	57 30	—	—	—
Detta 3 0/0	1 aprile 1870	»	— —	— —	— —	— —	—	—	36
Imprestito Nazionale 5 0/0	1 ottob. 1870	»	— —	— —	83 10	83 05	—	—	—
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0	id.	»	— —	— —	80 50	80 45	—	—	—
Az. Regia coint. Tab. (carta)	1 genn. 1871	500	— —	— —	679 —	677 50	—	—	—
Obb. 6 0/0 R. coint. T. 1868 s. di 27	id.	500	— —	— —	476 —	475 —	—	—	—
Obbligaz. del Tesoro 1849 5 0/0		840	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni della Banca Naz. Toscana	1 genn. 1871	1000	— —	— —	1364	1362 50	—	—	—
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	id.	1000	— —	— —	— —	— —	—	—	2430
Banca Tosc. di cred. per l'ind. ed il commercio	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	690
Banca di Credito Italiano		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni del Credito Mobil. Ital.	1 genn. 1871	500	— —	— —	— —	— —	—	—	465
Azioni delle SS. FF. Romane	1 ottob. 1865	500	— —	— —	— —	— —	—	—	70
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane)		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	1 genn. 1871	420	210 —	209 —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle suddette	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	168
Dette 3 0/0		420	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette 5 0/0 ant. SS. FF. Mar.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni SS. FF. Meridionali	id.	500	— —	— —	337 75	337 50	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle dette	1 ottob. 1870	500	— —	— —	— —	— —	—	—	183
Buoni Meridionali 6 0/0 (oro)	1 genn. 1871	500	— —	— —	445 —	444 50	—	—	—
Obbl. dem. 5 0/0 in serie compl.	id.	505	— —	— —	— —	— —	—	—	458
Dette in serie non complete		505	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette in serie di una e nove		505	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele*		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Impr. comunale 5 0/0 1ª emiss.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Detto 2ª emissione		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Nuovo impr. della città di Firenze	1 aprile 1870	250	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Impr. comunale di Napoli		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Prest. a premi città di Venezia		25	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Prestito premi Reggio Calabria			— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obb. Cred. fond. Monte de' Paschi		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
5 0/0 italiano in piccoli pezzi	1 genn. 1871	»	— —	— —	— —	— —	—	—	58
3 0/0 idem	1 aprile 1870	»	— —	— —	— —	— —	—	—	37
Imprestito Naz. piccoli pezzi	id.	»	— —	— —	— —	— —	—	—	84
Obbl. ecclesiast. in piccoli pezzi		»	— —	— —	— —	— —	—	—	82

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
								Londra	breve		
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Detto	30		
Detto	30			Trieste	30			Detto	90	26 49	26 45
Detto	60			Detto	90			Francia	a vista	—	105 25
Roma	30			Vienna	30			Parigi	a vista		nom.
Bologna	30			Detto	90			Detto	30		
Ancona	30			Augusta	30			Detto	90		
Napoli	30			Detto	90			Lione	a vista		
Milano	30			Francoforte	30			Detto	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	a vista		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		21 09	21 08
								Sconto Banca 5 0/0.			

Prezzi fatti: 5 p. 0/0: 57 25, 27 50, 30, 32 50 cont. e f. c. — Obbl. eccl. 80 45 f. c. — Az. Banca Naz. Tosc. 1362 50 — Az. SS. FF. Merid. 337 50, 338 f. c. — Buoni Merid. 444 7/8 cont.

Prezzi di compensazione: Rend. 5 0/0 57 30 - Id. 3 0/0 36 - Impr. Naz. 83 10 - Eccles. 80 45 - Az. Tab. 678 Banca Tosc. 1363 - Banca d'Italia 2430 - Az. Merid. 337 5/8 - Boni Merid. 444 75 - Obbl. merid. 183.

Il Sindaco: A. MORTERA

ANNUNZI - Giovedì 30 marzo 1871 - N. 89.

Estratto di bando per vendita giudiciale coatta.

In esecuzione di sentenza proferita dal tribunale civile di Grosseto sotto di 21 decembre 1869, ed al seguito di ordinanza del signor presidente di quel tribunale dell'11 marzo 1871 alla pubblica udienza che sarà tenuta dal detto tribunale in Grosseto la mattina del due maggio 1871, dalle ore dieci in poi sarà proceduto all'incanto per la vendita degli appresso fondi dal signor Giuseppe Mori, agente di beni domiciliato a Castiglione della Pescaia, espropriati in danno di Sabatino ed Ermenegildo del fu Girolamo, e di Zaira, Amato, e Diomira del fu Domenico Ghelardini, possidenti domiciliati a Tirli, consistenti:

1. In una casa situata nel Castello di Tirli in contrada la via della Chiesa, rappresentata al campione di Castiglione della Pescaia dalle particelle di n. 366, 368 della sezione G, valutata al netto delle detrazioni lire 2548 40.

2. Un tenimento vitato con frutti diversi della estensione di ari 62,11, posto in prossimità di Castiglione della Pescaia, rappresentato al detto campione dalla particella di num. 56 della sez. S, valutato al netto lire 817.

3. Un prato detto di Campo al Pino, della estensione di ari 47,69, posto nei pressi di Tirli, rappresentato al detto campione dalla particella di numero 438 della sezione G, valutato al netto lire 442 60.

4. Un castagneto posto nel territorio di Tirli in contrada l'Ampio, della estensione di ari 43,04, rappresentato al detto campione dalle particelle di n. 469, 470 di detta sez. G, valutato al netto lire 197 80.

5. Una casa di tre piani in Tirli, posta nella via della Fonte, rappresentata al detto campione dalla particella di n. 370 di detta sezione G, valutata al netto lire 1787 40.

6. Altra casa diruta, situata come sopra presso l'Arco della Giatti, rappresentata al detto campione dalla particella di n. 355, valutata al netto lire 10 64.

La vendita avrà luogo in tanti lotti separati quanti sono gli stabili da vendersi alle condizioni del bando venale di vendita del 13 marzo 1871.

I fondi da vendersi sono stati valutati dal perito signor Giovan Battista Lisi con la perizia esistente negli atti del tribunale civile di Grosseto, alla quale dovrà aversi piena relazione.

Fatto, li 15 marzo 1871.

1155 Dott. ISIDORO FERRINI, proc.

Decreto.
(3ª *pubblicazione*)

Sul ricorso presentato al tribunale civile e correzionale di Torino per parte di Bollito Oreste di questa città, con assistenza della curatrice di lui madre Rosa Truffa, nell'interesse delli altri coeredi suoi fratelli e sorelle, emanava provvidenza li 27 febbraio prossimo passato in Camera di consiglio, colla quale:

Ritenuto che dal ricorso ed uniti documenti risulta sufficientemente essersi la successione del fu Pasquale Bollito consolidata nelle persone di Rosa Truffa già di lui moglie, e della prole comune Virginia moglie di Virginio Lattuada, delli minori Francesco, Angelo, Emilia ed Emma, non che del ricorrente Oreste fratelli e sorelle Bollito,

Autorizza perciò lo stesso Oreste Bollito a ritirare dalla Cassa dei depositi e prestiti, instituita nella città di Firenze, ogni somma ed altra qualunque rendita sul Debito Pubblico stata in essa depositata dal detto Pasquale Bollito, o da chi avente causa dal medesimo, giusta la facoltà statagliene impartita coll'atto di procura speciale delli 28 luglio 1870 al rogito Bonacossa, e con ogni altra all'uopo necessaria ed opportuna, e così di passarne valida quitanza e liberazione, il tutto nei termini e nella conformità richiesta, ed a seconda delle relative conclusioni del Pubblico Ministero.

Brizio, presidente.
Perinciolì, vicecano

Torino, li 6 marzo 1871.

I. BARETTA, vicecanc.

Tanto questa pubblicazione come la prima eseguita nel foglio delli 8 corrente, n. 67, viene fatta ad istanza del signor Oreste Bollito. 846

Avviso.
(1ª *pubblicazione*)

Con decreto del tribunale civile di Vigevano 27 gennaio u. s., dichiara devoluta l'eredità di Giacomo Della Beffa ai soli legittimi eredi Alessandro, Cristina, Giuseppina Della Beffa padre e sorelle del defunto, la quale consiste in due cartelle del Debito Pubblico nominative dell'annua rendita di lire 20 caduna, prima numero 106255, altra 110899, per essere tramutate al portatore.

Lomello, li 20 marzo 1871.

1178 DELLA BEFFA ALESSANDRO.

Estratto di provvedimento
del Tribunale civile di Reggio (Emilia).
(2ª *pubblicazione*).

Sul ricorso di Lucia, Francesco, Teodosia, Domenica, e Antonio figli delli furono Cottafava Ottavio e Marianna Sacchetti, e di Angela Francesca e Domenica figlie delli furono Bighi Bonifazio e Sacchetti Doria di Lemizzone, persone tutte ammesse al gratuito patrocinio con decreto della Commissione presso il tribunale civile e correzionale di Reggio nell'Emilia in data 21 luglio 1870, col quale domandano che sia dichiarata l'assenza di Luigi Sacchetti, nato il 27 gennaio 1790 in Lemizzone da Antonio Sacchetti e Bersini Domenica, colpito dalla coscrizione dell'anno 1811 ed entrato quindi soldato sotto l'imperatore Napoleone I senza che si abbia più avuto alcuna notizia di lui, l'illustrissimo tribunale civile di Reggio nell'Emilia, sedente in Camera di consiglio, con suo provvedimento 27 agosto 1870,

Visti gli articoli 22 Codice civile e 764 di procedura civile,

Ha mandato assumersi informazioni circa l'esposto nell'indicato ricorso, delegando per tale effetto il signor giudice Predelli avvocato Antonio addetto al tribunale stesso, il quale dovrà pure informare se il suddetto assente abbia lasciato procuratore od altra persona che lo rappresenti, ordinando poi che il provvedimento medesimo venga pubblicato a norma di legge. 689

Rinunzia d'eredità.

Si deduce a pubblica notizia che nel dì 2 marzo 1871 il signor Agostino del fu Giovanni Pini, domiciliato in Empoli, ed elettivamente in Firenze in via Borgo la Noce, num. 10, piano secondo, presso il signor Scipione Siliani, dichiarò di rinunziare alla eredità relitta dal proprio fratello Giuseppe Pini, morto intestato in Firenze il dì 26 febbraio 1871, e che con decreto della pretura del quartiere Santa Maria Novella di Firenze del 20 marzo corrente il predetto signor Agostino Pini fu nominato curatore della eredità giacente relitta dal prenominato Giuseppe Pini.

Dalla cancelleria della pretura del quartiere Santa Maria Novella di Firenze.

Li 21 marzo 1871.

1150 E. COCCHI, canc.

Avviso.

Il signor Jacopo Borni con ricorso esibito al presidente del tribunale civile e correzionale di Firenze nel 25 marzo 1871 domandò la nomina di un perito per la valutazione di un appezzamento di terra posto nel popolo di Santa Maria a Ricorboli, della estensione di metri 2403, descritto ai campioni estimali in sezione A, p. 251, art. 1324, di proprietà di Baldassarre e Vincenzio fratelli Biondi, onde procedere alla subastazione del medesimo per l'effetto di ottener pagamento del suo credito di lire settemila seicento otto, reclamata col precetto a trenta giorni del 23 novembre 1870.

1144 Dott. LUIGI LUTI.

Avviso.

Il sottoscritto previene i creditori del fallimento di Ferdinando Mori, i crediti dei quali non sono stati verificati, che con ordinanza del giudice delegato alla procedura del predetto fallimento del dì 22 marzo stante, registrata con marca annullata, è stata ordinata una nuova verificazione dei loro titoli di credito per la mattina del dì 6 giugno 1871, a ore 10, avanti il giudice delegato e sindaco definitivo.

Dalla cancelleria del tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio.

Li 25 marzo 1871.

1146 G. MAZZI.

Avviso.

I sottoscritti rendono noto che, spedita per posta, venne a smarrirsi una cambiale portante la valuta di lire 850 e la data 27 dicembre 1870, con scadenza a quattro mesi data, e pagabile all'ordine del signore Vincenzo Giglioni al domicilio del signore Antonio Mancini in Arezzo, accettata da Celso Capannelli e firmata a tergo da Vincenzo Giglioni.

Per ogni efficace e salutare effetto i detti Celso Capannelli e Vincenzo Giglioni dichiarano che la cambiale in parola è per loro destituita di ogni valore obbligatorio.

Foiano della Chiana, 23 marzo 1871.

CELSO CAPANNELLI.
1184 VINCENZO GIGLIONI.

1171 Avviso.

Si rende noto dal sottoscritto, per gli effetti che di ragione, che avendo cessato volontariamente dall'esercizio del notariato intende svincolare le sue cedole sul Debito pubblico, che aveva esposto in malleveria a senso di legge.

GIAN BATTISTA SOLINAS SERRA.

Svincolo di cauzione.
(1ª *pubblicazione*)

Per gli effetti dell'articolo 69 della legge 17 aprile 1859 si rende nota la morte avvenuta il 13 novembre 1870 del causidico Gioanni Ilisi, già procuratore esercente nanti il tribunale di Tortona.

Casale, 17 marzo 1871.

1100 P. OTTONE, proc. capo.

1165 Avviso.

Si rende noto a chiunque possa avervi interesse come il signor Giovanni Cannicci, possidente domiciliato in San Gimignano, fino dal dì 25 marzo 1871 ha presentato ricorso al signor presidente del tribunale civile di San Miniato per ottenere la nomina di un perito che proceda alla stima dell'infrascritto stabile da subastarsi a pregiudizio dei signori Francesco, Emilio e Cesare Genovini, possidenti domiciliati in Castelfiorentino, come eredi del proprio genitore signor Vincenzio Genovini, e della signora Elisabetta Dani vedova del predetto signor Vincenzio Genovini, attendente alle cure domestiche, domiciliata essa pure in Castelfiorentino.

Una casa posta in Castelfiorentino nella via di Borgonuovo, denominata oggi dei *Tilli*, tale quale trovasi descritta ai campioni catastali del comune di Castelfiorentino medesimo in sezione A.

Fatto li 27 marzo 1871.

Dott. FRANCESCO VALLESI, proc

1143 Avviso.

Si rende noto a tutti gli effetti di ragione, e perchè nissuno possa allegarne ignoranza, che il conte Pietro di Geraci, principe di Castelbuono, deputato al Parlamento nazionale, inibisce ogni maniera di caccia nelle sue terre exfeudali site nelle comuni di Geraci, di Castelbuono, di Santo Mauro Castelverde, e di Pollina, in provincia di Palermo.

Avviso.

Amato cavaliere Francesco da Palermo chiede l'autorizzazione sovrana di variare la desinenza del casato in quello di *Amati*, e ciò per particolari interessi e per metterlo in armonia col resto di sua famiglia.

Chi avesse opposizione a fare lo potrà ai sensi di legge.

Li 25 marzo 1871.

1179 AMATO cav. FRANCESCO.

PRESTITO A PREMI 1866 DELLA CITTÀ DI MILANO

18ª ESTRAZIONE — 16 marzo 1871.

SERIE ESTRATTE
647 — 1706 — 1723 — 7136 — 7160

Le obbligazioni qui sotto enumerate sono rimborsabili coi premi ivi menzionati.

Numero	Lire	Numero	Lire	Numero	Lire	Numero	Lire	Numero	Lire
Serie 647		Serie 1706		Serie 1723		Serie 7136		Serie 7160	
8 —	20	3 —	20	6 —	20	4 —	20	6 —	100
31 —	50	13 —	50	16 —	20	18 —	20	18 —	50,000
43 —	50	42 —	100	29 —	20	49 —	20	25 —	500
56 —	20	72 —	20	35 —	100	54 —	100	34 —	50
65 —	20	90 —	1000	41 —	50	64 —	20	58 —	20
75 —	20	93 —	20	52 —	20	76 —	50	79 —	100
81 —	50			59 —	50	86 —	20		
				64 —	20	100 —	50		
				99 —	50				

Tutte le altre obbligazioni contenute nelle 5 serie come sopra estratte sono rimborsabili con it. lire 10.

Il rimborso si fa a datare dal 15 giugno 1871, salvo la competente ritenuta, presso la Cassa comunale di Milano.

La prossima estrazione avrà luogo il 16 giugno 1871.

Milano, 16 marzo 1871.

La Giunta municipale
Pel Sindaco
VITTADINI, ass. del.
L'Assessore PALLETTA. *Il Segretario* GIANI.

Per la Commissione
Stefano Labus, ass. municipale.
Luigi Sala, consigliere com.
Pietro Caglio. 1065

Municipio di Alessandria

Trentesima estrazione di 20 obbligazioni di lire 500 ciascuna del prestito di un milione di lire, contratto colla Società del Credito Mobiliare Italiano.

Numeri estratti.

1041 266 1790 1686 1374 83 685 1772 1783 736
1406 363 1403 534 1505 1874 1924 1664 1289 302

Alessandria, 21 marzo 1871.

1118 *Il ff. di Sindaco*: DOSSENA.

Comune di Scansano

AVVISO.

Si previene il pubblico che in virtù di deliberazione adottata in adunanza del decorso giorno dalla Giunta municipale, il concorso ai tre posti di medico-chirurgo condotto di questo comune, di cui è cenno nell'avviso emesso sotto dì 19 gennaio u. s., e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del 24 detto, n. 24, e nel periodico *L'Ombrone* di Grosseto del 5 febbraio successivo, n. 6, è nuovamente prorogato fino a tutto il dì 10 aprile prossimo futuro.

Scansano, dal municipio, li 20 marzo 1871.

1128 *Il Sindaco*: C. ASPETTATI AVUNTI.

N° 54.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DELLE ACQUE E STRADE

Avviso d'asta.

In seguito alla diminuzione del ventesimo, fatta in tempo utile, sul presunto prezzo di lire 277,601 92, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi il 3 marzo corrente pello

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione del tronco della strada nazionale di 1ª categoria, n. 10, tendente al Palau, compreso fra il rio della Carucca ed il Palau, in provincia di Sassari, della lunghezza di metri 15,730,

si procederà, alle ore 12 meridiane di venerdì 14 aprile p. v., in una delle sale del Ministero dei lavori pubblici in Firenze, dinanzi il direttore generale delle acque e strade, e presso la Regia prefettura di Sassari, avanti il prefetto, simultaneamente col metodo dei partiti segreti recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento della surriferita impresa al migliore oblatore in diminuzione della presunta somma di L. 263,721 82, a cui il suddetto prezzo trovasi ridotto dietro la fatta offerta del ventesimo.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno presentare, in uno dei suddesignati uffici, le loro offerte estese su carta bollata (da lire una) debitamente sottoscritte e suggellate, ove nei surriferiti giorno ed ora saranno ricevute le schede rassegnate dagli accorrenti. Quindi da questo Dicastero, tosto conosciuto il risultato dell'altro incanto, sarà definitivamente deliberata l'impresa a quell'offerente che dalle due aste risulterà il migliore oblatore, qualunque sia il numero delle offerte, ed, in difetto di queste, a chi presentava il preindicato partito del ventesimo. — Il conseguente verbale di deliberamento verrà esteso in quell'ufficio dove sarà stato presentato il più favorevole partito.

L'impresa resta vincolata all'osservanza dei capitoli d'appalto in data 2 agosto 1870, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffizi di Firenze e Sassari.

I lavori dovranno intraprendersi a seguito dell'approvazione superiore del contratto, e tosto dopo esteso il verbale di consegna, per dare ogni cosa compiuta entro il termine di due campagne.

I pagamenti saranno fatti a rate di L. 10,000 in proporzione dell'avanzamento dei lavori, e sotto la ritenuta del ventesimo a guarentigia, da corrispondersi coll'ultima rata a seguito del finale collaudo, al quale si procederà un anno dopo la regolare ultimazione di tutte le opere.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima:

1° Presentare un certificato d'idoneità all'esecuzione di grandi lavori nel genere di quelli formanti l'oggetto del presente appalto, rilasciato in data non anteriore di sei mesi da un ingegnere, debitamente vidimato e legalizzato;

2° Esibire la ricevuta di una delle casse di tesoreria provinciale dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 900 di rendita in cartelle al portatore del debito pubblico dello Stato.

Per guarentigia dell'adempimento delle assuntesi obbligazioni dovrà l'appaltatore, nel preciso e perentorio termine che gli verrà fissato dall'Amministrazione, depositare in una delle casse governative, a ciò autorizzate, lire 3,000 di rendita in cartelle al portatore del Debito pubblico dello Stato, e stipulare, a tenore dell'art. 82 del capitolato, il relativo contratto presso l'ufficio dove seguirà l'atto di definitiva delibera.

Non stipulando fra il termine che gli sarà fissato dall'Amministrazione l'atto di sottomissione con guarentigia, il deliberatario incorrerà di pien diritto nella perdita del fatto deposito interinale ed inoltre nel risarcimento di ogni danno, interesse e spesa.

Le spese tutte inerenti all'appalto, non che quelle di registro, sono a carico dell'appaltatore.

Firenze, 25 marzo 1871.

Per detto Ministero

1140 A. VERARDI, Caposezione.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI CATANIA

AVVISO DI SEGUITO DELIBERAMENTO.

A'Segilito dello incanto tenutosi oggi stesso in questo ufficio di prefettura conformemente all'avviso d'asta del 3 corrente mese,

L'appalto dei servizi di trasporto delle corrispondenze postali riferentisi alle linee tra Valsavoja stazione ferroviaria a Caltagirone e tra Nicosia a Leonforte costituenti i lotti di n. 1 e 3 venne deliberato, cioè pel lotto num 1 sulla presunta somma di L. 9,867 dietro l'ottenuto ribasso di L. 31 per ogni cento sul prezzo d'asta, e per l'altro sulla presunta somma di lire 5,208 dietro l'ottenuto ribasso di L. 7 per ogni cento lire sul prezzo d'asta.

Il termine utile (fatali) per presentare offerte in diminuzione dei suddetti prescritti prezzi di deliberamento, le quali non potranno essere inferiori al ventesimo, e dovranno essere accompagnate dal deposito prescritto col suddetto avviso, scade col mezzogiorno delli 8 aprile prossimo.

Catania, 24 marzo 1871.

Per la R. prefettura
1199 *Il Segretario:* SALVATORE MACCERI.

SOCIETA ITALIANA

PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

Si prevengono i signori portatori di buoni in oro che nel giorno 1° aprile p. f., a mezzogiorno, presso la sede della Società, via Renaj, n. 17, avrà luogo, in pubblica seduta, la 2ª estrazione semestrale dei buoni stessi a forma della relativa tabella d'ammortamento.

Firenze, 30 marzo 1871.

1227 **La Direzione Generale.**

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI DI FIRENZE

Situazione a tutto il 28 febbraio 1871, col confronto di quella al 31 gennaio 1871

TITOLI	Al 31 gennaio 1871 Attivo	Al 31 gennaio 1871 Passivo	Al 28 febbraio 1871 Attivo	Al 28 febbraio 1871 Passivo
Debitori per capitali fruttiferi — Amministrazioni dello Stato — Buoni del Tesoro	4,702,722 21	»	5,219,461 10	»
Debitori per capitali fruttiferi — Amministrazioni dello Stato — Titoli di pubblico credito rimborsabili	1,992,080 34	»	2,000,338 31	»
Debitori per capitali fruttiferi — Amministrazioni dello Stato — Rendita consolidata 3 0/0	46,807 88	»	46,998 17	»
Debitori per capitali fruttiferi — Comuni e provincie — Imprestiti diretti	5,033,258 54	»	4,946,906 46	»
Debitori per capitali fruttiferi — Comuni e provincie — Titoli di pubblico credito rimborsabili	5,868,213 34	»	5,859,371 85	»
Debitori per capitali fruttiferi — Corpi morali — Imprestiti diretti	4,675,281 14	»	4,570,776 78	»
Debitori per capitali fruttiferi — Corpi morali — Titoli di pubblico credito rimborsabili	3,203,710 43	»	3,216,856 77	»
Debitori per capitali fruttiferi — Imprestiti a privati	6,405,867 20	»	6,393,640 19	»
Debitori per capitali fruttiferi — » » contro deposito di valori pubblici	321,274 30	»	324,495 61	»
Debitori per capitali acquistati mediante sconto	1,548,221 85	»	1,523,723 85	»
RR. Prefetture in conto esazioni	663 17	»	663 17	»
Cassieri delle Casse affiliate di 2ª classe in conto corrente	78,289 94	»	86,662 75	»
Debitori diversi infruttiferi	64,480 86	»	68,467 41	»
Nostra Cassa pel valore di titoli di credito depositati da diversi per cauzioni, ecc.	293,260 »	»	293,260 »	»
Masserizie e mobili	24,540 84	»	24,636 34	»
Benistabili (Acquisti, Miglioramenti e nuove costruzioni)	785,927 29	»	786,463 81	»
Stampati e libretti in essere	6,806 31	»	6,806 31	»
Risparmi e depositi versati nella Cassa centrale	»	26,007,348 16	»	26,230,566 32
Casse affiliate di 1ª classe in conto corrente	»	2,373,944 39	»	2,478,889 73
Risparmi e depositi versati nelle Casse affiliate di 2ª classe	»	3,682,877 90	»	3,744,655 38
Doti infruttifere delle Casse affiliate di 2ª classe	»	27,469 »	»	27,469 »
Imprestiti passivi, conti correnti e cauzioni	»	482,811 23	»	484,762 62
Doti fruttifere delle Casse affiliate di 1ª classe	»	41,210 44	»	44,421 84
Creditori diversi per varii titoli	»	5,285 04	»	7,655 69
R. Governo per tassa di ricchezza mobile a carico dei nostri impiegati e pensionati	»	259 83	»	519 66
Fondo a disposizione del Consiglio di amministrazione per remunerare i nostri impiegati	»	6,370 »	»	»
Profitti e perdite sui titoli di pubblico credito	»	8,450 36	»	8,737 26
Pigionali	»	15,803 34	»	13,403 34
Tassa di registro e bollo sugl'imprestiti contro valori pubblici	»	28 72	»	86 44
Sconti attivi	»	450,627 34	»	445,671 46
Tassa di ricchezza mobile e diverse	9,384 80	»	11,199 80	»
Cassa di contanti	527,952 52	»	622,738 66	»
Fondo di riserva affetto a spese straordinarie di amministrazione	»	212,577 85	»	215,653 96
AVANZI AL NETTO	»	2,270,679 36	»	2,300,874 64
	35,5?8,742 96	35,588,742 96	36,002,867 34	36,002,867 34

Dalla Ragioneria della Cassa centrale di Risparmi e Depositi — Firenze, li 7 marzo 1871.

Visto dal Direttore L. STROZZI-ALAMANNI. 868 *Il Primo Ragioniere* F. PINUCCI.

Estratto di sentenza.

Il tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, con sentenza del 25 marzo stante, registrata con marca annullata, ha dichiarato il fallimento di Edoardo Corsellini, negoziante di pellami in via dei Rustici, n. 6, piano terreno, ordinata l'apposizione dei sigilli, delegando alla procedura il giudice signor cav. Augusto Baldini, nominando in sindaco provvisorio il signor Torello Baldocci, e destinando la mattina del dì 6 aprile prossimo, a ore 10, per l'adunanza dei creditori presunti avanti il giudice delegato, per proporre il sindaco o sindaci definitivi.

Dalla cancelleria del ridetto tribunale.

Li 26 marzo 1871.

1197 G. MAZZI.

1216 **Avviso.**

(1ª *pubblicazione*).

Il tribunale civile di Napoli con deliberazione resa dalla 2ª sezione del dì 27 febbraio 1871 ha disposto che la Direzione del Debito pubblico, annullando 6 certificati di rendita iscritta in testa ad Antonio d'Alesio o d'Alessio fu Bartolomeo sotto i num. 92043, 2937, 5310, 8747, 9852, 12161, della cifra complessiva 3945, li riduca in cartelle al portatore e le consegni in Napoli al signor Ettore d'Alesio fu Giuseppe.

Napoli, 27 marzo 1871.

ETTORE D'ALESIO

Cassa centrale di risparmi e depositi

Terza denunzia di un libretto smarrito della serie 3ª, segnato di numero 135,083, sotto il nome di Baldi Luigi, per la somma di lire 120.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra il suddetto libretto sarà dalla Cassa centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Firenze, li 24 marzo 1871. 1127

Decreto.

(1ª *pubblicazione*)

La quarta sezione del tribunale civile di Napoli, con deliberazione del 12 ottobre 1870, ha ordinato alla Direzione del Debito Pubblico che della rendita di lire seicento sessantacinque (665), iscritta sul consolidato italiano cinque per cento, a favore di d'Ambrosio Giovanni fu Raffaele, contenuta nei due certificati segnati uno col numero 36813 (trentaseimila ottocento tredici), portante l'annua rendita di lire 660, e l'altro col numero 70548 (settantamila cinquecento quarantotto), per l'annua rendita di L. 5, ne formi un solo nuovo certificato intestandolo per la proprietà all'Arciconfraternita e Monte di San Giuseppe dell'Opera di vestire i nudi, e per l'usufrutto alla signora Adelaide la Macchia fu Vincenzo vita sua durante.

Chiunque crede avere interesse ad opporsi a siffatta novella intestazione potrà farlo a norma di legge.

1177 ANTONIO STUART, proc.

Citazione.

L'anno mille ottocento settantuno, e questo dì ventinove marzo.

A richiesta del sig. Carmelo Piazza, negoziante meccanico, nativo di Gange (Sicilia), residente a Firenze, domiciliato elettivamente a Firenze, via del Proconsolo, n. 11, presso il dottor Enrico Parigi che lo rappresenta in ordine a procura del 17 ottobre 1870, recognita Carretti,

Io infrascritto usciere, addetto al tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, ho, in esecuzione dell'ordine emanato dal signor presidente del detto tribunale nel 20 marzo 1871, intimato e citato il signor Angiolo Ciardi, negoziante meccanico già residente a Firenze, ed ora dimorante in Alessandria d'Egitto, a comparire alla pubblica udienza di detto tribunale, ff. di tribunale di commercio, la mattina del 7 luglio 1871, alle ore dieci precise, per ivi:

1° Sentir confermare il sequestro commesso ed eseguito nel 18 marzo 1871 dall'usciere Giuseppe Campetti sui mobili, mercanzie e masserizie di detto Angiolo Ciardi.

2° Sentirsi condannare al pagamento di lire seimila ottanta da esso Ciardi, dovute all'istante con più i frutti a forma di ragione, e le spese del giudizio.

Il tutto con sentenza eseguibile provvisoriamente nonostante appello, opposizione, giudizio di cassazione e di revocazione e senza cauzione.

E ciò in coerenza della vegliante procedura, ed in specie dell'art. 142 del Codice, in ordine al quale è stata affissa copia della citazione alla porta del tribunale, ed altra ne è stata rilasciata all'uffizio del procuratore del Re a forma della legge.

L'usciere
1213 EUGENIO MORI.

Decreto.

(1ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile e correzionale di Pavia li 13 marzo 1871, provvedendo in Camera di consiglio, sull'instanza della signora marchesa Irene di Belvedere fu Luigi, moglie del signor conte Augusto Occelli del Nichelino, residente in Torino, dichiarò e confermò essere la ricorrente predetta succeduta per testamento 29 gennaio 1858, depositato negli archivi del notaro Garrassini di detta città di Pavia, in tutti li titoli di rendita dello Stato spettanti e di ragione dell'ora fu contessa Enrichetta Pamparato vedova Vistarini di Pavia, tanto al portatore che intestati sia ad essa che al marito, conte Antonio Giorgi di Vistarino, ed in specialità poi nella cartella dell'annua rendita di lire 110 (cento dieci), al n. 49407, già intestata allo stesso conte Antonio Giorgi di Vistarino, e volta al portatore sopra instanza d'essa marchesa Cavoretto-Occelli.

Firmati all'originale: Provera presidente, e Patuzzi, vicecano.

Per estratto
1223 GILI, caus. capo.

Vendita volontaria.

Il cancelliere infrascritto a ciò delegato dalla competente autorità fa noto al pubblico che alle ore undici antimeridiane di giovedì venti aprile 1871 procederà nella sala delle pubbliche udienze della pretura di Empoli per mezzo di pubblico incanto alla vendita in un solo ed unico lotto del seguente immobile già di proprietà della fu signora Giuseppa Capaccioli ed attualmente in forza di testamento di spettanza del signor cav. Giò. Andrea Nardi di Fibbiana per il prezzo attribuitogli dal perito signor cav. Pietro Rossini di it. L. 26,137.

Unico lotto.

Una palazzetta composta di due piani con casetta annessa, trogolo per i bucati e pozzo con altro piccolo fabbricato ad uso di stalla, con fenile, loggetta per deposito di sughi, cantina e pollaio, circondata da vasto appezzamento di terra parte ortiva e parte a cultura ordinaria, con piante di diversa specie, dell'estensione di metri quadri 6,864 26, situata lungo la via che da Empoli conduce alla stazione, rappresentata al catasto del comune di Empoli in sezione E dalle particelle di numero 577, 578, 576, 575, 574, articoli di stima 188, 137, 242 e 341, con rendita imponibile di ital. L. 301 05; confinata: 1° da via che conduce alla stazione mediante muro con cancellato di ferro; 2° da via o piazzale della Società anonima delle Ferrovie Livornesi mediante muro di detta Società; 3° dai fratelli signori Saverio, avv. Raffaello e Carlo Bini mediante fosso; 4° da muro già di proprietà Capaccioli ora Nardi lungo il confine col signor cav. Niccolò Vannucci, salvo se altri, ecc.

La perizia estimativa e le condizioni cui è subordinata la vendita sono ostensibili a chiunque nella cancelleria della pretura di Empoli.

Empoli, li 20 marzo 1871.

L'ufficiale procedente
1169 Dottor FRANCESCO MORI.

Svincolo di certificato.

(1ª *pubblicazione*)

Sull'istanza di Vincenzo, sacerdote dott. Alessandro, Giovanni e sacerdote Felice Maria fratelli Lodi del fu Ignazio, domiciliati in Monza, fatta a ministero del sottoscritto loro procuratore, il tribunale civile e correzionale in Monza ha autorizzata la Direzione del Debito Pubblico a svincolare il certificato nominativo a favore del fu Lodi dott. Luigi fu Ignazio, contrassegnato col n. 8232, della rendita di lire 430, creazione 10 e 28 luglio 1861, ed a consegnare agli istanti liberamente la rendita stessa in tante cartelle al portatore.

Monza, 22 marzo 1871. 1174

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA